

**Séance ordinaire du  
mardi 28 juin 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur -  
Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération Jacques Cœur est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 1990 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 juillet 1995.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la SARL ARCHIMEDE, constituée des architectes A. GARCIA-DIAZ, F. FONTÈS et Ph. BONON, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) par une concession d'aménagement signée en 1997 et le dossier de création de Zone d'aménagement concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 27 février 1997. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 27 juillet 1999.

Cette ZAC couvre une surface de 9,6 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation

d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux.

La Ville de Montpellier souhaite poursuivre l'aménagement de ces opérations complexes et accompagner la SERM dans ses démarches. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 16 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SERM pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SERM, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunt suivant :

**Emprunt Crédit Mutuel :**

- Montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de Crédit Mutuel
- Durée : 6 ans ;
- Taux fixe : 0,80 % par an ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Frais de dossier : 2 000 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.**

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la garantie d'emprunt à la SERM, conformément aux articles L.2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SERM auprès de Crédit Mutuel, soit 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 6 juillet 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Offre d'emprunt SERM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220628-193376-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 05/07/22  
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.